



DOSSIER

**ENJEUX  
INTERNATIONAUX**

## Sommaire

### 1. Dossiers de réponse aux problématiques

- ▶ Causes du terrorisme : une aggravation de la situation ? page 3
- ▶ Crise des subprime : une crise financière mondiale ? page 4
- ▶ Religion et démocratie : un lien trop puissant ? page 5
- ▶ Enjeux des énergies fossiles : qui domine le monde ? page 6

### 2. Sources

- ▶ Causes du terrorisme : une aggravation de la situation ? page 8
- ▶ Crise des subprime : une crise financière mondiale ? page 14
- ▶ Religion et démocratie : un lien trop puissant ? page 23
- ▶ Enjeux des énergies fossiles : qui domine le monde ? page 33

## **Une mauvaise analyse des causes du terrorisme international ne peut-elle pas provoquer une multiplication des actes terroristes ?**

Les attaques terroristes impliquent toujours de grands dégâts moraux et matériels. Les attentats du 11 septembre 2001 ont ravivé un climat de terreur et d'angoisse dans le monde. La planète s'est divisée en deux axes : celui du bien et celui du mal.

Cependant, on peut légitimement se poser la question de la cause réelle des actes terroristes. Les manipulations médiatiques et "détournements" d'informations laissent planer une opacité sur les causes réelles du terrorisme, ce qui pourraient entraîner une multiplication de ces type d'actes.

### **1. L'état du terrorisme mondial aujourd'hui**

Loin d'être un nouveau phénomène, le terrorisme est aujourd'hui dans les esprits de tous. Bien que celui-ci affecte le monde entier, certaines villes et certains pays sont plus régulièrement victimes d'attentats terroristes. Ces actes sont aujourd'hui redoutés tant pour leurs impacts sur la population qu'économique : le tourisme, les investissements directs à l'étranger, la consommation et l'épargne des ménages sont les premiers touchés et freinent donc le développement du pays et l'activité mondiale en général. Le terrorisme est alors quantifiable, au même titre que les éléments qu'il provoque : la peur, le deuil et la douleur. Plusieurs études ont été menées sur les villes touchées par des actes terroristes et les autres afin de démontrer la baisse fulgurante de la "satisfaction de vie".

C'est sous la menace constante du terrorisme que les pays occidentaux (USA principalement) tente de d'intervenir et de "réguler" la situation de certains pays (Irak). On observe également de plus en plus de Guerre contre le terrorisme dans de nombreux pays (USA, République populaire Chine, la Russie, etc.)

### **2. Interprétation et diffusion d'informations : manipulations médiatiques**

L'information est aujourd'hui global et instantanée. Tout le monde peut et veut tout savoir, sur tout, tout le temps. Ce phénomène a été bien compris par les organes médiatiques : télévision, radio et presse essentiellement. En constante recherche d'augmentation d'audience, ces organes recherchent sans cesse l'exclusivité, le scoop, la fraîcheur de l'information dans le but d'augmenter cette audience. Malgré les dégâts occasionnés par le terrorisme, celui-ci fait office d'accélérateur d'audience. Les médias l'utilisent en général trop précipitamment, jouant sur les mots, les images floues, de vagues silhouettes afin de faire passer des idées parfois différentes des réelles revendications des terroristes. De ce "lavage de crâne" médiatique naissent une opinion publique fausses et des interprétation abusive : la méfiance berne le peuple. Aujourd'hui, le terrorisme est généralisé à une symbolique très généraliste : possession de barbe, couleur de peau, origine géographique, appartenance à une religion, la liste est exhaustive.

À partir de ce constat, on peut dire qu'il y a une confusion dans les esprit venant de la sûr-information ce qui fondent la différence entre les causes réelles du terrorisme et les causes perçues. Les groupes terroristes n'obtiennent donc pas "satisfaction" car leurs objectifs n'ont pas été atteint dans les esprits de toute la population. C'est pourquoi selon moi, la multiplication des sources d'informations et des points de vues divergents (en fonctions des médias, et des supports) fondent la réelle cause de l'augmentation des actes terroristes.

### **3. Assimilation terrorisme et religions : une confusion dans les esprits**

Les écarts se creusent dans le monde : les riches sont plus riches et les pauvres, encore plus pauvre. Les populations les plus démunies se sentent délaissées et ont le sentiment d'injustice. Dans ces climats de tensions fortes naissent manifestations, révoltes et dans le pire des cas, complots à des fins terroristes. Ces pays sont souvent des pays du sud à forte concentration musulmanes d'où une assimilation douteuse sur les pratiquants de cette religion. Cet amalgame est d'autant plus renforcée que la ferveur religieuse aux USA s'est considérablement augmentée après le 9/11/01. La religion est donc un bouc émissaire idéal car à la portée de compréhension du plus grand nombre.

Cependant, la religion permet bien l'endoctrinement des plus faibles avec les lavages de cerveaux pour ceux qui n'ont plus d'espoir. On note également que certains groupes extrémistes intégristes se revendiquent comme des groupes terroristes ce qui étend d'autant plus l'assimilation religieuse au terrorisme.

**Tant que l'opinion générale restera aussi influençable par les médias et que les objectifs des terroristes ne seront pas atteint, la mauvaises analyse des causes contribuera à une multiplication des actes terroristes.**

## **La crise financière créée par les subprimes peut-elle engendrer une crise mondiale ?**

Le pouvoir d'achat et l'accès à la propriété sont deux des piliers de la perception de la consommation moderne. Les grands acteurs financiers l'ont bien compris et se vantent d'être des bienfaiteurs du pouvoir d'achat et de l'aide à la consommation. Loin de cette douce utopie, le foisonnement des nouveaux produits financiers et plus particulièrement celui des subprime loans aux USA a créé une véritable catastrophe économique mondiale.

### **1. Les subprimes, produits financiers douteux, fonde la crise immobilière aux USA**

Le monde, et plus spécialement les pays développés et industrialisés, connaît une période de croissance économique prolongée. Celle-ci est aussi bien ressentie par les particuliers, par les entreprises, et par les organismes financiers. Le contexte socio-démographique nous pousse de plus en plus à la consommation. Les grandes banques et organismes financiers voient leur «facteur risque» diminuer fortement et veulent toujours gagner plus malgré une concurrence de plus en plus vive.

Face aux différents profils d'emprunteurs, les grands organismes américains se sont intéressés aux individus ne pouvant pas avoir recours aux «prêts classiques» et ont créé un produit financier soit-disant adapté : les subprime. Ce nouveau produit s'appuie sur un constat prévisionnel et probable : l'appréciation des biens immobiliers dans le temps. Le recours aux subprime implique l'hypothèque sur le bien acheté (*mortgage*) et l'utilisation d'un taux d'intérêt variable, au final plus élevé (afin de tenir compte du risque). Cependant, l'immobilier aux États-Unis n'a connu aucune appréciation et donc tout le système a chuté, les familles ont été délogées et les organismes financiers se sont retrouvés accablés de dettes. Nombreux d'entre eux ont d'ailleurs fait faillite.

### **2. Les conséquences directes de la crise des subprimes**

Aux niveaux des organismes financiers, le produit subprime reposait sur la titrisation des créances hypothécaires. Cela avait pour objectif, en accord avec l'appréciation de l'immobilier, de mettre à disposition sur les marchés internationaux des titres ayant des possibilités très prometteuses (fortes plus-values réalisables).

Cependant, une fois que la crise a explosé, les investisseurs se sont retirés ce qui a eu pour conséquence directe la formation d'une crise inter-bancaire entre les fonds de placement et les émetteurs de titres. Ces organismes ont dû avoir recours à des «injections de liquidités» de la part des banques centrales sous formes de prêts à très courts termes (48-72h).

### **3. Les conséquences sur le monde de cette crise à moyen et long terme**

La mise à disposition de titres issus des subprimes sur tous les marchés financiers ont eu pour action de répartir la crise et son effet ravageur au rang mondial. Le taux d'intérêt a subi une augmentation de 0,5 points : les entreprises et les ménages empruntent toujours autant mais cela leur coûte plus cher : l'activité mondiale se retrouve ralentie.

Cependant, il faut mettre un bémol sur le système des subprime : leur utilisation a été pour grande partie de cas à la limite de l'escroquerie : les clauses des contrats n'étaient pas claires et les emprunteurs ont signé sans réellement connaître les conséquences sur le long terme de ce type d'emprunt. Les subprime sont donc une illustration de la face capitaliste du monde actuel : certains organismes peuvent encore apparaître et profiter des plus démunis intellectuellement et financièrement.

Les économistes prédisent la fin de la crise durant le milieu de l'année 2008. Selon la banque d'affaires Goldman Sachs, le montant de la catastrophe des subprime devrait s'élever à 400 milliards de dollars. Le marché de l'immobilier en général n'est pas assez saint pour pouvoir être utilisé comme levier économique et spéculatif : ses fluctuations sont improbables et imprévisibles sur le long terme.

## **Le développement de la religion dans le monde est-il une manifestation de l'échec de la démocratie**

Un écart se creuse aujourd'hui dans le monde. Les deux principales causes de celui-ci sont la richesse et la culture. Pour analyser comment la culture creuse cet écart, on peut se demander comment l'appartenance à une religion impacte ce clivage. Aussi, on constate plusieurs causes à l'expansion du phénomène religieux dans le monde. Sont-elles toutes légitimes ? Proviennent-elles toutes de la foi où bien sont-elles issues d'éléments externes ?

C'est au travers de cette synthèse que nous répondront à notre problématique liant étroitement la démocratie au développement du phénomène religieux dans le monde.

### **1. L'évolution de la religion dans le monde**

Au fil des années, on a observé une tendance favorisant l'essor de la démocratie ce qui a permis le développement des libertés et ainsi de la croyance aux religions.

Ce phénomène international repose sur quatre piliers fondant la liberté de religion : la déclaration universelle de droits de l'homme, le pacte international relatif aux droits civils et politiques, la déclaration des nations unies sur l'élimination de toutes formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion et la conviction et fin le document de conclusion de Vienne 1989.

Il est cependant difficile aujourd'hui de chiffrer l'ampleur du phénomène religieux dans le monde car celui-ci est en constante évolution, et les documentations sont inexistantes, erronées, et même parfois contradictoires.

La répartition géographique reste cependant très marquée tant au niveau des blocs culturels que des blocs historiques (guerres par exemples). Aujourd'hui et de façon généraliste, le monde se découpe comme suit : l'Amérique du nord est essentiellement protestante, l'Amérique du sud est catholique, tout comme l'Europe. L'Afrique du nord et le Moyen Orient sont islamiste (sunnites et chiites) et enfin l'Asie de l'Est est bouddhiste.

### **2. Les causes du développement religieux**

On ne peut pas prétendre qu'il existe un profil défini du religieux. Cependant on distingue différents niveaux de croyances et leurs différents niveaux de pratique respectives. Les USA par exemple sont très croyants et pratiquants alors qu'en France, il y a un fort taux d'athéisme et de faibles croyances et faibles pratiques.

On peut dénombrer trois principaux critères d'appartenance ou non à une religion. Le premier (le plus fréquent) est celui de la transmission familiale et ou culturelle. Ensuite, on observe les conversions religieuses provoquées par choix et enfin celles issues de l'influence sous la persuasion. Ce dernier modèle est très controversé car il soulève aussi bien le caractère virulent de la progression de l'évangélisme aux USA (propagation du courant à une vitesse démesurée) que celle des extrémistes intégristes qui n'ont qu'un unique espoir : la religion (lavages de cerveaux).

Aujourd'hui, des écarts se creusent dans le monde. Les peuples les plus démunis se tournent plus ouverts à l'acceptation et la croyance d'un nouveau message religieux venant donner un nouvel espoir sur leur vie. C'est encore une fois le cas avec l'évangélisme en Amérique latine par exemple. À base de promesses et de miracles douteux mais crédibles, les "gurus" partent en missions de recrutement chez les plus démunis.

### **3. La démocratie et la religion**

Dans un contexte de démocratie, chaque individu a droit à la liberté de penser, de conscience et de religion.

La place de la religion en démocratie n'est donc pas contestable : le climat favorable à l'acceptation des différences et de la diversité et donc implicitement de la liberté de religion. La démocratie possède donc un rôle accélérateur au niveau de la progression du phénomène religieux dans le monde.

À l'inverse de la démocratie, le régime totalitaire (dictature par exemple) va réunir l'intégralité du peuple autour d'une même croyance (pouvant être une "culte").

Malgré ce constat favorable envers la démocratie, on observe de l'autre côté de la balance que celle-ci ne se suffit pas à elle-même pour éviter les conflits religieux internationaux. L'exemple est fait avec le conflit persistant entre Sunnites et Chiites.

Cependant, je pense que grâce aux recherches effectuées et aux débuts d'arguments fournis, la démocratie va vraisemblablement contribuer au développement religieux et non l'inverse. Il est cependant possible que dans un proche futur, les différences de religions feront éclater la démocratie à cause des rivalités et conflits.

## Les Maîtres des Energies fossiles vont-ils devenir les Maîtres du Monde ?

Depuis le 1er forage pétrolier effectué en 1859, le pétrole est devenu l'énergie la plus courante, l'or noir du XXe siècle. Cependant, l'AIE vient d'annoncer que la production pétrolière russe sera, dans les prochaines années, très en dessous des prévisions. La nouvelle, ajoutée aux tensions autour du nucléaire iranien, ainsi qu'une certaine spéculation boursière, a propulsé le cours du baril à 100 dollars. Les producteurs jubilent : 100\$ ) la vente contre moins de 10\$ de production. L'énorme plus-value dégagée alimente les investissements des grandes multinationales américaines.

Ce «3ème choc pétrolier» est différent des deux précédents, qui furent relativement brefs, car aujourd'hui encore, aucune baisse du cours n'est prévisible : la demande croît nettement plus rapidement que l'offre.

On peut se poser la question de savoir si les producteurs de pétrole et de gaz naturel ne deviennent pas incontournables dans l'accès à l'énergie et deviendront des puissances sur lesquelles il faudra compter .

### 1. Qui sont les maîtres actuels du pétrole et du gaz ?

Les compagnies pétrolières (Les Seven Sisters) ont contrôlé les champs pétrolifères et gaziers pendant des décennies et ont influencé la géopolitique grâce à cette manne financière et à leur lobby aux Etats Unis.

Cependant, cela a changé avec le contrôle des Etats sur leurs ressources. Ainsi, au Venezuela (Hugo Chavez) renégocie les accords avec les majors. Il en est de même au Brésil avec Lula de Silva, en Equateur, au Pérou et en Bolivie. La Russie connaît également le changement : M. Poutine reprend le contrôle de son secteur gazier et redevient actionnaire majoritaire de Gazprom.

Les nouveaux géants du brut que sont les Compagnies Pétrolières Nationales (CPN) des pays membres de l'OPEP disposant entre elles de la majorité des réserves (53 %) et se rendant incontournables.

Ce sont donc les CPN et à travers elles les Etats producteurs qui sont les nouveaux maîtres des ressources en énergies fossiles.

### 2. Quel est l'avenir du pétrole et du gaz ?

Le pétrole n'est pas éternel, les réserves sont en bout de course : échéance optimiste entre 2015 - 2050.

D'autres sources d'énergie deviennent disponibles, plus coûteuses mais moins polluantes.

Aujourd'hui, il y a inadéquation entre l'offre et la demande : on assiste entre 2004 et 2006 à une augmentation imprévue de la demande en énergies fossiles de 5,8 MBarils/j au dessus de la prédiction initiale de 78,4 MBarils/j. Elle serait due à plusieurs facteurs :

- ▶ L'augmentation exponentielle de la demande qui augmente aux USA, et qui explose en Chine
- ▶ L'instabilité de l'offre : crise en Irak et tensions au Moyen Orient, incertitudes au Vénézuéla et en Russie.
- ▶ L'insuffisance des infrastructures : OPEP n'a pas optimisé les capacités de production et le nombre de raffineries est insuffisant.

L'offre continue à baisser : déclin de production des champs pétroliers de la Mer du Nord de 12% et déclin mondial de la production de gaz de 25% (10 dernières années). Les réserves consommées ne sont pas remplacées par de nouvelles découvertes (6 barils consommés pour 1 baril découvert).

Les experts débattent : quand passerons-nous le PEAK OIL? Les scientifiques répondent aujourd'hui, les économistes avancent 2050.

Les réserves de pétrole non découvertes sont estimées à 40 ans de consommation supplémentaires mais les experts estiment que les réserves de l'OPEP seraient surestimées de 46 %.

La date de la fin du pétrole est donc un grand point d'interrogation.

### 3. Les Energies alternatives prendront-elles le relais des énergies fossiles ?

La montée du prix du baril pétrolier va rendre les énergies alternatives (nucléaire, éolien, géothermie, solaire, biocarburants) plus compétitives.

L'utilisation directe ou indirecte de l'énergie solaire, du vent, de l'eau, et des vagues pourrait fournir chaque jour à notre planète quinze mille fois plus d'énergie que l'humanité n'en consomme.

Utopique ? La loi allemande sur les énergies renouvelables, adoptée au printemps 2000, démontre le contraire. Les incitations mises en place ont permis le remplacement d'énergies fossiles et s'il se poursuit au même rythme, celui-ci aboutirait au remplacement total dans environ quarante ans. Un potentiel de substitution similaire peut également être réalisé dans le domaine de la chaleur et des carburants grâce aux biocarburants (éthanol au Brésil).

Mais ils ont un gros handicap : ils sont toujours bien plus cher que le pétrole, et cette mutation prendrait trop de temps. D'autre part, le pétrole n'est pas qu'une source d'énergie : il est aussi indispensable en alimentation, dans les produits chimiques, les médicaments, les vêtements, et tous les produits plastiques qui nous entourent. Par contre les effets climatologiques de la production de CO2 et des gaz à effet de serre (90% des émissions proviennent du pétrole et du gaz) commencent à être reconnus et leurs conséquences pourraient être catastrophiques.

Malheureusement, la part des énergies renouvelables dans le bilan énergétique mondial devrait rester relativement stable (autour de 5 % selon l'AIE), à moins d'une «révolution» dans nos habitudes de consommation.

Le remplacement à moyen terme des ressources fossiles par les énergies renouvelables ne semble pas une proposition viable.

#### **4. Une décision politique est nécessaire**

Seront nous condamnés au pétrole et au gaz pour les 50 prochaines années et aux conséquences irréversibles sur le climat de la planète ou assisterons-nous à une «révolution énergétique» prônant un développement massif des énergies renouvelables ?

La hausse continue du prix du pétrole peut rendre commercialement valables des projets pétroliers techniquement difficiles et chers (Alaska, Arctique, mers profondes : augmentation réserves) mais surtout la mise en place de projets d'énergies renouvelables mis de côté à cause de leur coût de développement.

Avec un pétrole condamné à devenir de plus en plus rare et de plus en plus cher, le problème de la sécurité d'approvisionnement va se poser à de nombreux états . Henry Kissinger disait en juin 2005 : « La demande et la compétition pour l'accès à l'énergie fossile peuvent devenir source de vie ou de mort pour beaucoup de sociétés et d'Etats ».

**Il sera donc obligatoire de réduire rapidement notre dépendance aux énergies fossiles en raison de leur disparition inévitable et de leurs effets néfastes sur le climat.**

**Faute d'atteindre cet objectif, les pays producteurs de pétrole et de gaz resteront les maîtres de l'économie planétaire.**

## **SOURCES DES INFORMATIONS**

### **1. Une mauvaise analyse des causes du terrorisme international ne peut-elle pas provoquer une multiplication des actes terroristes ?**

DOSSIER : L'impact économique du terrorisme - La Vie Économique

DOSSIER DE GRAPHS : Terrorisme : histoire, formes et médiatisation - Association THUCYDIDE 2004

ARTICLE : Le profil du terroriste suicidaire défie les stéréotypes classiques - Usinfo.state.gov

NOUVELLE : Islam, islamiste et terroriste

DOSSIER : "Le terrorisme, voilà l'ennemi" Les attentats et la politique étrangère des USA - Pierre Melandri

## **ARTICLE : Le profil du terroriste suicidaire défie les stéréotypes classiques - Usinfo.state.gov**

25 octobre 2007

**Le profil du terroriste suicidaire défie les stéréotypes classiques**

**De nombreux attaquants viennent de milieux éduqués de la classe moyenne.**

(Nous donnons ci-dessous le second d'une série d'articles que nous consacrons au terrorisme suicidaire.)

Washington - Les candidats à l'attentat-suicide défient les stéréotypes. Ils sont jeunes ou d'âge moyen, (parfois même des enfants), mariés ou célibataires, hommes ou femmes, éduqués, et pas forcément religieux.

Selon une étude réalisée par le Dr Marc Sageman du cabinet d'experts-conseils Sageman Consulting du Maryland, les terroristes comme ceux qui ont attaqué les États-Unis en 2001 proviennent de la classe moyenne, et non des milieux pauvres comme on le pense souvent. « C'est vrai de la plupart des mouvements politiques, y compris des mouvances terroristes, et Al-Qaïda n'échappe pas à la règle », a-t-il écrit dans un article publié dans un récent numéro d'« eJournalUSA ».

M. Sageman, psychiatre-légiste et spécialiste du terrorisme, cite une étude dans laquelle il a examiné plus de 400 terroristes du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud-Est, de l'Afrique du Nord et de l'Europe affiliés à Al-Qaïda. L'étude a révélé que seulement 13 % d'entre eux avaient fréquenté des madrassas, ces écoles coraniques souvent considérées comme des berceaux du terrorisme. M. Sageman affirme que la vaste majorité des terroristes qu'il a étudiés, soit près de 84 %, avaient été radicalisés en Occident et non dans leur pays d'origine. Les recherches montrent également que pour nombre d'individus, la décision de devenir terroriste et de se radicaliser est personnelle. Ils suivent tout simplement des membres de leur famille ou des amis dans une organisation terroriste afin de perpétrer des attaques-suicides.

Des études réalisées à Harvard par la chercheuse Jessica Stern indiquent que de nombreux jeunes terroristes qui ont choisi de devenir des kamikazes se sont radicalisés à la suite d'un événement perçu comme humiliant, une thèse que soutient Scott Atran, directeur de recherches anthropologiques au Centre national de la recherche scientifique (CNRS, France), récemment invité à donner des cours à l'université du Michigan.

Dans un article publié dans le Washington Quarterly, M. Atran affirme qu'interpréter le thème de l'humiliation comme signifiant la façon dont les islamistes ont été traités par des forces étrangères était important pour comprendre leur rage. Les individus qui décident de commettre des attaques-suicides sont plus souvent influencés par des valeurs et un sentiment d'identification à un groupe terroriste que par des considérations de bien-être personnel.

« Les motivations des kamikazes ne sont pas très différentes de celles des autres types de terroristes. Parmi ces motivations on peut citer l'attachement à une cause, la recherche de notoriété, la colère et le désir de vengeance contre ce qui est ressenti comme une injustice », affirme Audrey Kurth Cronin, ancienne spécialiste du terrorisme au Service de recherche parlementaire de la Bibliothèque du Congrès des États-Unis.

Pour les terroristes suicidaires, l'acte de « martyr » offre une chance d'impressionner les autres et de laisser sa trace dans l'histoire. « Les attaquants suicidaires sont parfois des veuves ou des membres endeuillés d'une famille désireux de venger la mort violente d'un être cher. »

« L'attentat-suicide peut donner l'apparence d'un acte désespéré commis par un individu isolé, mais il n'est jamais entrepris seul », a affirmé Bruce Hoffman, professeur à l'école Edmund Walsh du service diplomatique de l'université de Georgetown, dans un article intitulé « The Logic of Suicide Terrorism » (La Logique du terrorisme suicidaire) publié dans le magazine Atlantic Monthly.

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet : <http://usinfo.state.gov/francais/>)

## **NOUVELLE : Islam, islamiste et terroriste**

### **PAS D'AMALGAME ENTRE ISLAM ET TERRORISME !**

Si, depuis les attentats terroristes du 11 septembre perpétrés aux États-Unis par un réseau d'activistes islamistes, un amalgame peut s'effectuer entre l'islam et le terrorisme – autrement dit, si les populations occidentales, de culture judéo-chrétienne, risquent de considérer l'islam comme une religion violente, voire terroriste – c'est parce qu'un certain nombre de préjugés, d'a priori, de fausses évidences, existent encore aujourd'hui à l'endroit de la religion musulmane. Ces préjugés s'avèrent le fruit d'une méconnaissance de la pensée et de la théologie islamiques, et le résultat d'une médiatisation trop grande de l'islam radical depuis la révolution iranienne de 1979, qui suscite des peurs et des malentendus, chez les non-musulmans. Pourtant, ces phénomènes restent le fait de groupes minoritaires tant dans le monde musulman qu'en Europe occidentale, et n'ont pas abouti à la construction d'États islamistes radicaux, à l'exception du régime taliban en Afghanistan instauré en 1996, alors que l'islam dit modéré, c'est-à-dire tolérant et pacifique, quotidien et piétiste concerne l'immense majorité des musulmans, tant dans les pays musulmans que dans les pays d'immigration. Pour déconstruire ces préjugés et souligner que l'amalgame entre islam et terrorisme est non seulement choquant mais n'a pas lieu d'être, il est nécessaire de rappeler le sens des termes d'islam et d'islamisme d'une part, de violence et de terrorisme d'autre part. Ce travail d'objectivation nécessaire permettra d'aborder alors scientifiquement la question de la violence dans l'islam, violence que nous replacerons dans un contexte historique, politique, économique et militaire. Autrement dit, il s'agit ici de montrer que l'islam n'est pas une religion violente en soi, mais d'insister sur le fait que l'islam, comme le christianisme ou le judaïsme, peut s'exprimer, dans certaines circonstances, de manière violente lorsque ses défenseurs occupent des positions dominantes, notamment dans le domaine politique, et que la violence n'est pas inhérente à telle ou telle religion, mais à la domination ou à la position de dominé.

La question qui nous importe ensuite porte sur le comportement des combattants de l'islam, sur le militantisme islamiste, et plus particulièrement sur les mouvements islamistes violents, notamment le mouvement taliban en Afghanistan, l'organisation Al-Qaida d'Oussama ben Laden. S'intéresser à ces phénomènes nécessite de se demander quels sont les fondements et principes de ces mouvements, si ces mouvements sont intrinsèquement religieux, ou bien s'ils sont des mouvements politiques, s'ils peuvent s'apparenter à de nouvelles sectes musulmanes radicales ou à des mouvements européens de type fasciste, de type marxistes révolutionnaires. En d'autres termes, remplacent-ils les Internationales marxistes du siècle dernier, qui s'étaient présentées comme les défenseurs des opprimés ? Enfin, il est intéressant de se demander si ce terrorisme s'opère au nom de Dieu, de l'ex-tiers monde, ou de la civilisation islamique. Enfin, l'autre question sur laquelle il importe de se focaliser est celle du terrorisme. On peut se demander d'une part s'il existe plusieurs formes de terrorisme, notamment un « bon » et un « mauvais » terrorisme, un terrorisme légitime et un terrorisme illégitime, ou si tout terrorisme est moralement condamnable. Et d'autre part, il est nécessaire de s'interroger sur le caractère nouveau et inédit du terrorisme islamiste, et de se demander s'il s'inscrit dans l'histoire du terrorisme moderne et contemporain. Pour répondre à ces questions, nous aborderons d'abord le rapport entre l'islam et la violence dans une perspective plutôt historique, puis examinerons l'islamisme – l'islamisme taliban en particulier – et sa dimension radicale et violente, enfin, nous tenterons de définir l'organisation d'Oussama ben Laden et proposerons une approche idéal-typique des terrorismes.

## DOSSIER : L'impact économique du terrorisme - La Vie Économique

Thème du mois

### L'impact économique du terrorisme

Les attaques terroristes infligent toujours de grandes souffrances et des dommages matériels parfois colossaux. Au-delà de la perte de vies humaines et de la destruction des infrastructures, elles repoussent les capitaux étrangers, provoquent un climat d'incertitude et entraînent des distorsions dans l'allocation des ressources internes ainsi que des coûts indirects provenant des mesures de sécurité à mettre en place. Ces préjudices économiques considérables ne sont, toutefois, qu'une des conséquences du terrorisme. Les souffrances humaines qui en résultent sont pires encore.

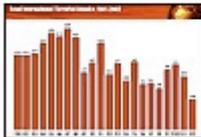


Les terroristes causent régulièrement d'immenses souffrances humaines et des dégâts matériels, comme le montrent les attentats à Londres et à Charm-el-Cheick. L'impact économique du terrorisme ne représente qu'une petite partie de toutes ses conséquences. En illustration: touristes rapatriés de Charm-el-Cheick. Photo: Keystone

Nombreux sont ceux qui voient dans le certain nombre de conclusions sur l'impact

**DOSSIER DE GRAPHS : Terrorisme : histoire, formes et médiatisation - Association THUCYDIDE 2004**

**Totalité des attaques terroristes dans le monde de 1981 à 2002**



Lien externe vers le site du Département d'État américain.

Diagramme en bâtons représentant le nombre d'attentats répertoriés dans le monde entre 1981 et 2002.

**Cliquez ici**

**Les actes terroristes conventionnels en 2002**



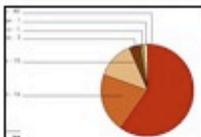
Lien externe vers le site "Sciences-Po Cartographies".

Carte établie en 2003.

Source : Center for Non-proliferation Studies (CNS).

**Cliquez ici**

**Total des attaques anti-US en 2002**

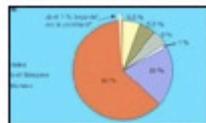


Lien externe vers le site du Département d'État américain. Camembert

représentant la totalité des attentats visant des intérêts américains dans le monde en 2002. En tout, on en dénombre 77, dont la majeure partie ont été commis en Amérique latine.

**Cliquez ici**

**Origine des attentats commis sur le sol de la République**



Lien externe vers le site de la *Documentation Française*, dossier sur la

Corse, "Attentats et violences".

Chiffres collectés à partir des synthèses mensuelles de renseignement des ministères de l'Intérieur et de la Défense, ainsi que des statistiques de l'Institut français de polémologie.

**Cliquez ici**

**Guérillas d'hier et d'aujourd'hui en Amérique latine**



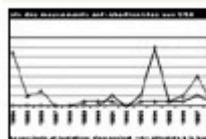
Lien vers le site du *Monde Diplomatique*.

Les mouvements de guérilla des années 1960

à nos jours, une carte de Cécile Marin datée de février 1997.

**Cliquez ici**

**Attentats des mouvements anti-abortionnistes aux USA**



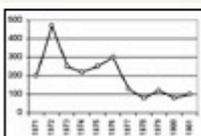
Lien externe vers le site *www.terrorwatch.ch*,

spécialisé dans l'information liée au

terrorisme. Dates prises en compte : de 1984 à 1998.

**Cliquez ici**

**Victimes du terrorisme irlandais**



Lien externe vers le site *www.terrorwatch.ch*,

spécialisé dans l'information liée au

**Zone opérationnelle des mouvements terroristes philippins**



Lien externe vers le site *www.terrorwatch.ch*,

spécialisé dans l'information liée au

DOSSIER : "Le terrorisme, voilà l'ennemi" Les attentats et la politique étrangère des USA - Pierre Melandri

## « LE TERRORISME, VOILÀ L'ENNEMI » LES ATTENTATS ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS

Pierre Melandri

*« L'empire est mort mais le mal persiste. »<sup>1</sup>*

George W. Bush, le 19 décembre 1999

Sécurité d'abord et défense du sol sacré de la patrie : après les attentats du 11 septembre, tel fut le mot d'ordre américain. Mais le mal persistant, l'extirper partout est devenu la priorité absolue : le monde vu de Washington redevient le théâtre de la dissuasion offensive.

Le 11 septembre, ce que l'imaginaire d'Hollywood ou les thrillers à succès n'avaient pas encore envisagé, moins d'une vingtaine de terroristes l'ont fait en portant des coups meurtriers aux symboles de la puissance financière et militaire américaine (les deux tours du World Trade Center et le Pentagone) et de la modernité (New York, la métropole avant-gardiste du spectacle et des arts). Un bref moment même, le pouvoir américain est apparu désarçonné. Des David maléfiques ont démontré la vulnérabilité du Goliath économique, militaire et politique. Aussi, tandis qu'inlassablement diffusées les images de l'inimaginable s'inscrivaient dans la mémoire collective de l'humanité, celle-ci a-t-elle eu l'impression que le 21<sup>e</sup> siècle venait de commencer.

Même si tout jugement définitif requerra un recul beaucoup plus important, il est probable que cette impression discutable<sup>2</sup> est en partie fondée. Le 11 septembre, le

monde a fait l'expérience d'une dimension jusqu'ici mal perçue de la globalisation. Certes, la diffusion des images de l'événement quasi en temps réel sur l'ensemble de la planète a consacré l'avènement du « village planétaire » que Marshall McLuhan avait prophétisé et la guerre du Golfe commencé de concrétiser. De même, les terroristes ont réussi à retourner, dans une sorte de jiu-jitsu médiatique, la puissance culturelle de l'Amérique. Mais la nouveauté a surtout résidé dans deux traits. Le premier a été l'impossibilité pour la plupart des habitants du globe de ne pas se sentir impliqués, qu'ils aient éprouvé du désarroi à sentir l'ordre mondial ébranlé, de la joie à voir un pays perçu comme injustement riche à son tour affligé, ou plus communément une instinctive solidarité (« Nous sommes tous des Américains ») envers des New-Yorkais tenus pour les victimes d'une nouvelle menace universelle.

La seconde nouveauté a été l'irruption spectaculaire et brutale de la dimension la plus sinistre du nouveau système « global ». Jusqu'ici, ce dernier avait été surtout perçu comme renforçant le pouvoir des États-Unis. Le 11 septembre, les attentats ont rappelé que la révolution des communications et les percées de la technologie pou-

1. George W. Bush, « A Distinctly American Internationalism », Ronald Reagan Presidential Library, Simi Valley, Californie.

2. Voir par exemple les articles de Stanley Hoffmann, « On the War », *New York Review of Books* (NYRB), 1<sup>er</sup> novembre 2001, p. 4-5 et de Gérard Chaliand, *Le Monde*, 18 septembre 2001.

## SOURCES DES INFORMATIONS

### **2. La crise financière créée par les subprimes peut-elle engendrer une crise mondiale ?**

ARTICLE : Quand le virus du subprime contamine le monde - LeSoir.be

CARTES : Mapping the subprime mess - seekingalpha.com

GRAPHIQUES : Subprime lenders target minorities - Money.CNN.com

ÉTUDE : The state of the Nation's housing - Joint center for housing studies for Harvard University

COMIC : Caricature des produits financiers douteux - Glasbergen

**COMIC : Caricature des produits financiers douteux - Glasbergen**

Copyright © by Randy Glasbergen.  
www.glasbergen.com



**“As an alternative to the traditional 30-year mortgage, we also offer an interest-only mortgage, balloon mortgage, reverse mortgage, upside down mortgage, inside out mortgage, loop-de-loop mortgage, and the spinning double axel mortgage with a triple lutz.”**

## ARTICLE : Quand le virus du subprime contamine le monde - LeSoir.be

Quand le virus du subprime contamine le monde  
 PIERRE-HENRI THOMAS  
 mercredi 21 novembre 2007, 21:32

La crise immobilière aux Etats-Unis fait de plus en plus de dégâts. Non seulement aux Etats-Unis, où entre 1 et 2 millions de ménages seront obligés de vendre leur logement pour éponger leur dette, mais aussi chez nous. Hier, la Bourse de Bruxelles a encore plongé de 2,74 %. La valeur des grands groupes belges cotés a diminué en quelques mois d'une quarantaine de milliards d'euros. Et le moral des Belges commence à plonger. Comment est née cette crise, quelles en sont ses conséquences ? La réponse en six temps.

**La conception.** Pendant près de 15 ans, du début des années 90 à 2005, le prix des maisons aux Etats-Unis ne fait que monter. Pour aider les ménages les plus fragiles à devenir propriétaires, les courtiers leur proposent des crédits particuliers, des « subprime loans ». Ce sont des crédits consentis à des emprunteurs qui n'offrent pas toutes les garanties financières, et qui donc sont plus chers que les crédits normaux. Ces prêts ont deux caractéristiques : leur taux est lié à l'évolution des taux directeurs américains, et il est très bas pendant les deux premières années du prêt.

**La gestation.** La crise n'apparaît que maintenant parce que beaucoup d'Américains ont contracté ce type de crédits en 2003 et 2004, quand les taux directeurs américains étaient encore à 1 %. Mais à partir de juin 2004, ils remontent en flèche, pour atteindre 5,25 % l'an dernier (ils sont retombés un peu depuis, mais s'élèvent encore à 4,50 %). Le nombre de ménages ne sachant plus rembourser leur emprunt explose. D'autant plus que l'on observe une modification embêtante des comportements : auparavant, les Américains préféraient faire défaut sur leur crédit voiture ou leurs cartes de crédit plutôt que de ne pas rembourser leur prêt hypothécaire. Mais aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Depuis un an, le marché immobilier américain déprime. Les prix baissent (-4 % sur un an) et le nombre de nouvelles constructions s'effondre. Les établissements qui ont prêté l'argent ne peuvent plus rentrer dans leurs fonds, même en vendant la maison de l'emprunteur défaillant.

**La contagion.** L'encours de ces prêts à risque représente la bagatelle de 1.200 milliards de dollars, soit 12 % du total des crédits immobiliers. Mais cette crise immobilière est devenue une crise bancaire. Car ces prêts ont constitué la matière première avec laquelle beaucoup de banques ont élaboré des constructions financières très lucratives : elles rassemblaient une série de crédits, les logeaient dans des sociétés spécialisées qui émettaient des tranches d'obligations, plus ou moins risquées. Cette ingénierie rapportait aux banques de belles commissions, et ces tranches d'obligations étaient elles-mêmes acquises par d'autres banques car elles rapportaient davantage que les obligations d'Etat.

La crise a pris une ampleur inattendue, parce que dans le marché, comme on ignorait où finalement ces risques s'étaient logés, les banques n'ont plus voulu se prêter d'argent entre elles. Avec le risque d'assoiffer certaines d'entre elles. La banque britannique Northern Rock a ainsi été sauvée in extremis par la Banque d'Angleterre. Mais la crise s'est aussi disséminée via la Bourse. Les actions bancaires ont plongé ces dernières semaines, après l'annonce de pertes parfois impressionnantes, car les banques doivent traduire dans leurs comptes la baisse de la valeur de leur portefeuille de crédits. Citigroup, par exemple, a dû s'attendre à devoir provisionner 8 à 11 milliards d'euros au cours de ce trimestre.

**L'interrogation.** Et chez nous ? « La crise devrait peser indirectement sur notre économie », explique Peter Vanden Houte, économiste en chef d'ING Belgique. ING a par exemple revu ses prévisions de croissance l'an prochain pour la Belgique de 2,2 % à 1,8 %, alors que cette année, la croissance belge devrait être de 2,5 %. Plusieurs grains de sable vont en effet gripper la machine. D'abord, la hausse des taux d'intérêt. « Dans les faits, explique Peter Vanden Houte, la crise a pour conséquence de rehausser d'environ 0,5 % les taux d'intérêt, même si la Banque centrale européenne a maintenu ses taux directeurs inchangés. » Entreprises et ménages vont donc emprunter plus cher, ce qui inévitablement ralentit l'activité.

Et puis il y a les Etats-Unis : la brutale chute de l'activité dans la construction, les problèmes des banques, les pertes d'emploi, tout cela va peser fortement sur le pays, qui va nous acheter moins de biens et de services. Pour relancer l'activité, la Réserve fédérale devrait abaisser encore ses taux. Les investissements en dollars

seront encore moins attrayants. Et l'euro devrait s'apprécier encore, rendant plus difficile la tâche de nos exportateurs.

Les prévisions. « Nous n'avons pas encore vu le pire, estime Peter Vanden Houte. Car beaucoup de subprime vont voir leur taux révisé seulement à la fin de cette année et au début de l'année prochaine. La crise devrait encore durer plusieurs mois, jusqu'au milieu de l'an prochain. » Et la facture devrait être lourde. La banque d'affaires Goldman Sachs estime que l'ardoise de l'effondrement des prêts subprime devrait s'élever à 400 milliards de dollars, et que le montant des liquidités abreuvent l'économie devrait se contracter de 2.000 milliards de dollars. Si cela est vrai, il y a de fortes chances de voir les Etats-Unis sombrer en récession l'an prochain.

Les leçons. A ce stade, ces turbulences nous enseignent au moins deux choses. La première est qu'il faudra sans doute réglementer davantage : les courtiers qui ont poussé quantité d'Américains à s'endetter plus que de raison ont utilisé des méthodes commerciales très agressives. Certaines banques ne sont pas exemptes de reproches : le manque de transparence des produits très complexes qu'elles ont vendus aboutit aujourd'hui à une crise de confiance généralisée.

Et puis, on constate une fois encore que la solution d'une crise porte en germe la suivante. Les turbulences d'aujourd'hui sont la conséquence des mesures prises pour sauver l'économie mondiale de l'effondrement entre 2000 et 2003, lors du krach internet. Les banques centrales avaient réduit les taux d'intérêt drastiquement. Et quand les taux sont bas, les investisseurs sont enclins à fermer les yeux sur le risque pour bénéficier d'un petit surcroît de rendement. Aujourd'hui, ils se rendent compte qu'ils auraient dû les garder ouverts.

## CARTES : Mapping the subprime mess - seekingalpha.com

### Mapping the Subprime Mess

posted on: March 29, 2007

Let's see. Fed Chairman Ben Bernanke used the word subprime seven times in yesterday's prepared remarks before the Joint Economic Committee of Congress.

Recent hearings in the United States Senate have led to talk of bailouts for subprime borrowers spurring a "Stop the Subprime Bailout" letter writing campaign from long-time Bay Area housing bubble watcher Patrick Killelea at Patrick.net.

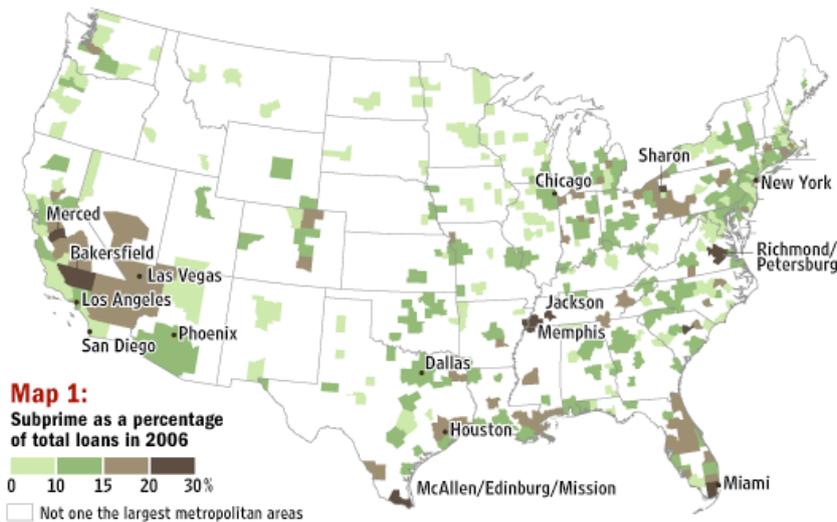
[Recall that parts of Northern California had a housing bubble back during the tech boom almost a decade ago - typical home prices had already run up to near a half million dollars in Silicon Valley long before the word subprime entered America's vocabulary.]

In parts of California, the rate of increase in default activity is now growing rapidly, appearing ready to eclipse the 1996 highs that preceded the technology boom. According to this report in the San Diego Union Tribune, default notices are up four times from year ago levels and foreclosures have tripled.

It appears that higher home prices and larger "equity cushions" are not going to save California homeowners - it all makes sense when you look at a few maps.

From the online version of Where Subprime Delinquencies are Getting Worse(\$ in today's Wall Street Journal come the following graphics to help better understand the trend that is now moving west to the Golden State.

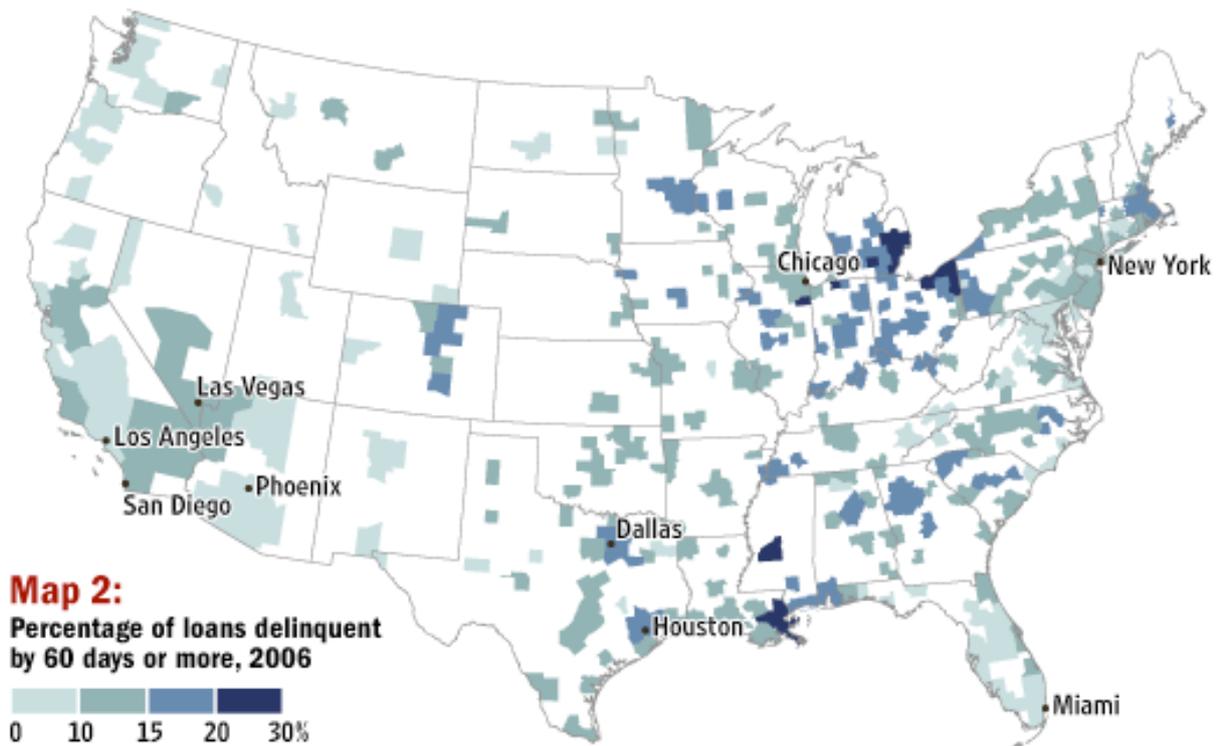
The first graphic shows subprime originations as a percent of total loan originations last year - fairly well distributed data with the top ten cities appearing in the table below the map.



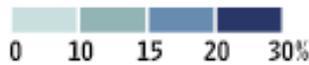
Metropolitan areas	State	MAP 1: Portion of all mortgages as of Dec. '06. ↑
McAllen-Edinburg-Mission	Texas	25.96
Memphis	Tenn.; Ark.; Miss.	24.00
Sharon	Pa.	23.08
Miami	Fla.	22.96
Richmond-Petersburg	Va.	22.28
Brownsville-Harlingen-San Benito	Texas	21.64
Merced	Calif.	21.56
Sumter	S.C.	20.69
Bakersfield	Calif.	20.23
Jackson	Tenn.	20.16

The next map shows where the highest percentage of subprime delinquencies occurred during 2006 - again, well distributed across the country with not a single California city showing in the top ten.

The worst of the subprime fallout so far has been in areas where there were lots of subprime loans made, but little appreciation in home prices.

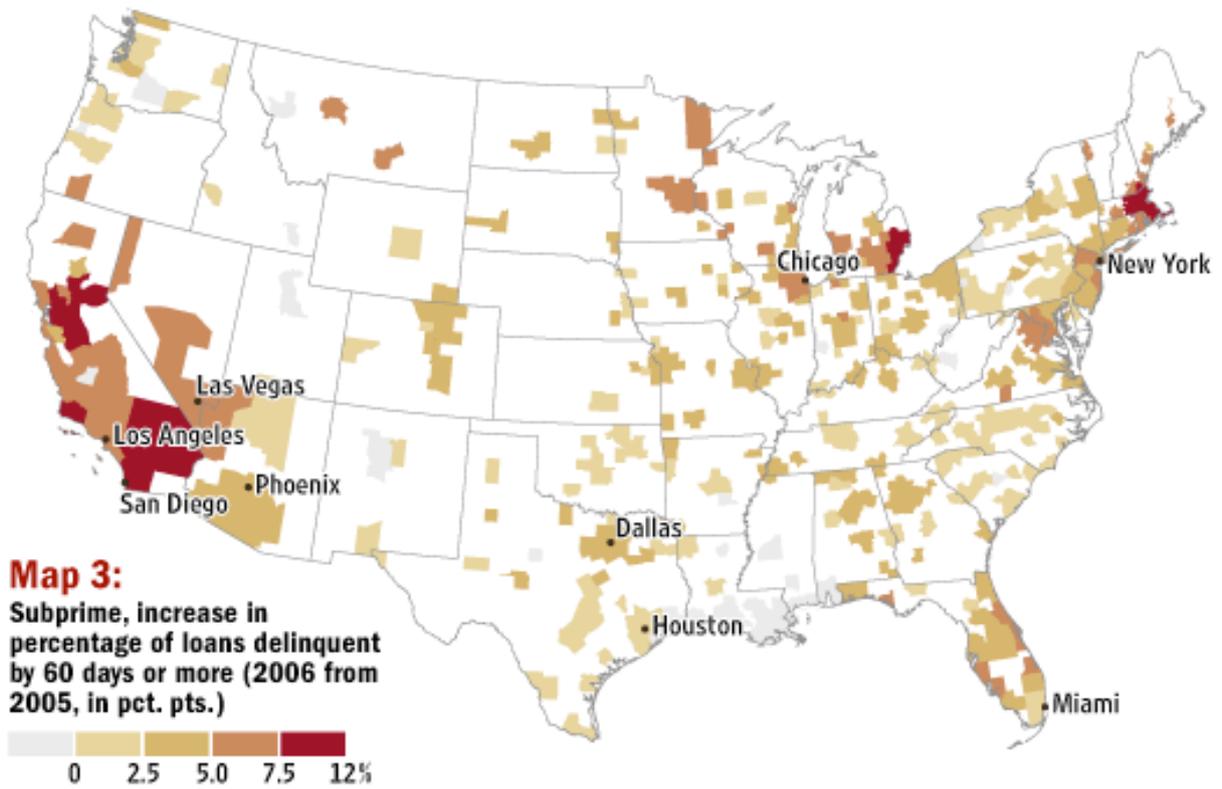


**Map 2:**  
Percentage of loans delinquent  
by 60 days or more, 2006



Metropolitan areas	State	MAP 2: Delinquency portion of subprime as of Dec. '06* ↑
Cleveland-Lorain-Elyria	Ohio	24.94
Detroit	Mich.	24.58
Jackson	Miss.	22.68
Jackson	Mich.	21.96
Youngstown-Warren	Ohio	21.75
Flint	Mich.	20.65
South Bend	Ind.	20.34
Kankakee	Ill.	20.12
New Orleans	La.	20.07
Dayton-Springfield	Ohio	19.74

The color red was appropriately saved for the "rate-of-change" map where California takes four of the top five spots and, along with Massachusetts, dominate the top ten - surely a preview of what is to come for these original bubble areas where prices had risen to great heights up last year.



Metropolitan areas	State	MAP 3: Change in delinquencies from '05, in pct. pts. ↑
Sacramento	Calif.	10.68
Merced	Calif.	9.82
Modesto	Calif.	9.74
Brockton	Mass.	9.72
Stockton-Lodi	Calif.	9.27
Barnstable-Yarmouth	Mass.	9.24
New Bedford	Mass.	9.00
Fitchburg-Leominster	Mass.	8.93
Yuba City	Calif.	8.88
Lowell	Mass.; N.H.	8.83

The often heard "they were able to refinance or sell when they got into trouble" seems to no longer be an option for struggling subprime borrowers in many parts of the California and Massachusetts.

## GRAPHIQUES : Subprime lenders target minorities - Money.CNN.com

### Subprime lenders target minorities

Study finds African-American, Hispanics pay higher loan rates than whites with similar incomes

May 1, 2002: 3:30 PM EDT

NEW YORK (CNN/Money) - African-Americans and Hispanics are disproportionately represented in the subprime home refinance market. And the racial disparity between whites and minorities actually increases as incomes rise.

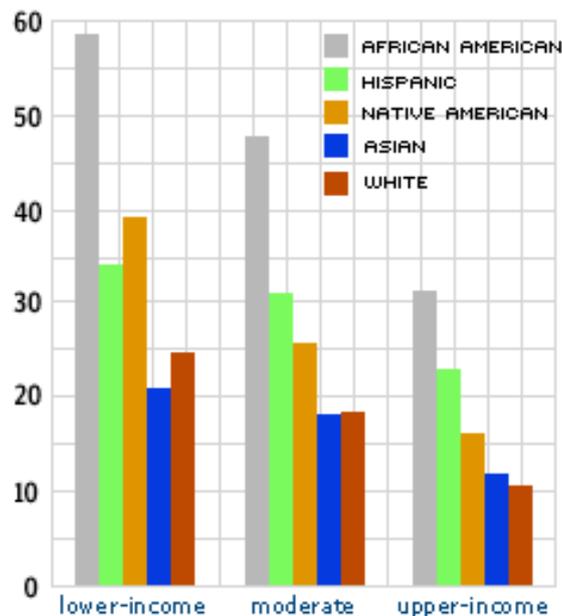
Those were among the key findings of a study released Wednesday by the Center for Community Change, a non-profit consumer advocacy group.

The study, entitled "Risk or Race?," revealed that lower-income African-Americans receive 2.4 times as many subprime loans as lower-income whites, while upper-income African-Americans receive 3 times as many subprime loans as do whites with comparable incomes.

At the same time, lower-income Hispanics receive 1.4 times as many subprime loans as do lower-income whites, while upper-income Hispanics receive 2.2 times as many.

### Percent of Loans Subprime across all MSAs

For Conventional Refinance Loans by Borrower Race and Income Group



Subprime lenders provide high-interest loans to borrowers with bad credit or no credit history -- those who do not qualify for the prime market. Many offer a legitimate service. But the "wave of foreclosures...in the subprime market" indicates that many borrowers are being forced into mortgage loans they cannot afford, the study found.

Predatory lending occurs when banks and mortgage providers target individuals with a lot of built up equity in their homes, talk them into refinancing their loan and then saddle them higher interest rates and higher monthly bills. When they default on the loan, the banks collect the equity.

Foreclosures have a negative impact on entire neighborhoods, as the repossessed homes often stay vacant for extended periods and depress the value of the surrounding properties.

The CCC study analyzed the 331 metropolitan statistical areas (MSAs) in the U.S. and ranked the areas using a variety of subprime lending measures. It found that El Paso, Texas, is the nation's leader in subprime lending, where 47.3 percent of loans made were subprime, well above the average of 25.3 percent.

At a level of 5.93, St. Louis has the nation's highest disparity ratio between upper-income African-Americans and upper-income whites. It was one of five metropolitan areas where this disparity ratio was greater than 4. In another 18 cities, this ratio was between 3 and 4.

Sen. Paul Sarbanes, D-Md., chairman of the Senate Banking Committee, has introduced measures that will further restrict subprime lending practices. There is a similar measure in the House of Representatives.

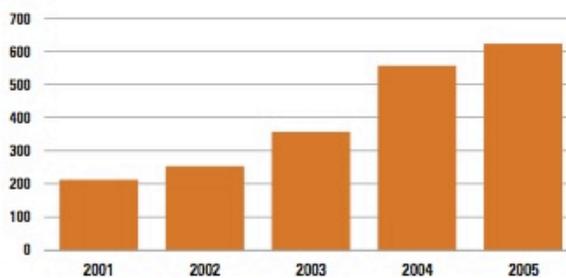
## ÉTUDE : The state of the Nation's housing - Joint center for housing studies for Harvard University

### SUBPRIME LENDING GROWTH

Along with the market for innovative loan products, the volume of subprime loans has grown dramatically from just \$210 billion in 2001 to \$625 billion in 2005 in real terms (Figure 23). Last year's total represents 20 percent of the dollar value of loan originations and about seven percent of mortgage debt outstanding (Table A-9).

**Figure 23 Subprime Lending Has Surged**

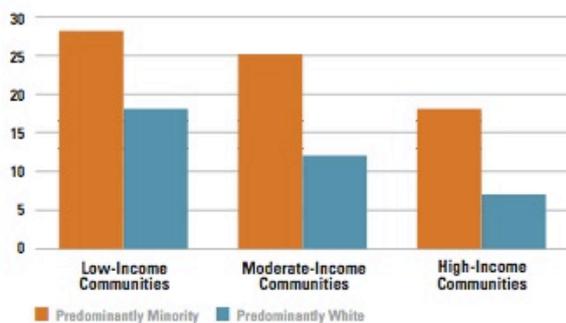
Subprime Originations (Billions of 2005 dollars)



Notes: All dollar values are adjusted for inflation by the CPI-UX for All Items.  
Source: Table A-9.

**Figure 24 High-Cost Loans Are More Common In Low-Income Minority Communities**

High-Cost Loan Share (Percent)



Notes: Loans are for home purchase only. High-cost loans are defined as having an Annual Percentage Rate more than 3.0 points above that on Treasury Bonds of comparable maturities. Low-/moderate-/high-income communities have under 80%/80-120%/over 120% of area median income. Predominantly minority communities are at least 50% minority. Predominantly white communities are at least 90% non-Hispanic white.  
Source: JCHS tabulations of 2004 Home Mortgage Disclosure Act data.

Without the sudden expansion of subprime lending, most of these homeowners would have been denied access to credit.

But subprime loans typically have special terms and higher rates to cover the higher expected default rates. At six percent in the fourth quarter of 2005, the share of subprime loans at least 60 days delinquent or in foreclosure was seven times that of prime loans. Moreover, the concentration of subprime loans in low-income minority neighborhoods puts some of these communities at risk of widespread foreclosures (Figure 24).

### MOUNTING FHA RISK

Prime and subprime lenders are now competing successfully for borrowers that previously qualified only for FHA-insured loans. As a result, FHA is losing much of its traditional base of first-time and minority homebuyers to lenders able to offer better deals. The net effect is that FHA currently holds a significantly smaller market share that is made up of riskier loans. Today, delinquency rates on FHA loans exceed those on subprime loans (Figure 25).

Unlike subprime lenders that engage in risk-based pricing, FHA charges a single average price and imposes a flat 1.5 percentage-point upfront premium for mortgage insurance, as well as a 0.5 percentage-point recurring premium. Although FHA continues to take in more in premiums than it pays out in claims, concerns are mounting about the stability of this 70 year-old insurance program. Moreover, the pressures on FHA's credit quality are probably here to stay, given the ability of both prime and subprime lenders to use automated underwriting and risk-rating technology to compete on price for less risky borrowers in FHA's traditional markets.

Still, FHA remains a critical resource in many underserved areas and may again be called upon to stabilize housing markets in the event of a sharp regional downturn. Indeed, when the oil boom went bust and the savings and loan industry collapsed in Texas in the 1980s, FHA became the insurer of last resort and staved off a potentially harsher correction in the state.

### HOME EQUITY GAINS

Having significant home equity is the best protection against foreclosure because homeowners can sell at a profit if they cannot cover their mortgage payments. Even with the massive cash-outs over the past several years, home equity still amounts to about 56 percent of the aggregate value of primary

## SOURCES DES INFORMATIONS

### **3. Le développement de la religion dans le monde est-il une manifestation de l'échec de la démocratie ?**

ARTICLE : *Les évangéliques : la secte qui veut conquérir le monde* - le Nouvel Observateur - n°2051 - 26 février 2004 - Slimane Zeghidour

ARTICLE : *L'essor de la "nébuleuse évangélique"* - la-croix.com - Elodie MAUROT

DOSSIER : *L'évolution de la liberté de religion en tant que droit universel de l'homme* - USINFO.STATE.GOV

CARTE : La répartition des religions dans le monde

**ARTICLE : *Les évangéliques : la secte qui veut conquérir le monde* - le Nouvel Observateur - n°2051 - 26 février 2004 - Slimane Zeghidour**

Les évangéliques :

La secte qui veut conquérir le monde

Le Nouvel Observateur - 26 février 2004 - n°2051 - Dossier

C'est le courant religieux qui progresse le plus vite aujourd'hui. Ils sont déjà 500 millions qui croient à l'Armageddon, la bataille finale et prochaine entre les forces du Bien et du Mal. Ils s'appuient sur la télévision, internet, les jeux vidéo ou les romans de science-fiction pour convertir en masse. George W. Bush, comme nombre de ses ministres et conseillers, partage leur vision messianique du monde et de l'avenir. Jusqu'à l'extrême?

Les croisés de l'Apocalypse

Que faire contre un homme qui dispose d'une ligne directe avec le Tout-Puissant? Qui s'estime investi d'une mission divine? Qui croit que l'apocalypse est proche? Que dire quand cet homme est le président des Etats-Unis? A la fin de l'hiver 2003, quelques semaines avant la guerre d'Irak, George W. Bush tente une dernière fois de ranger le président français à ses arguments, de le convaincre d'admettre enfin que la cause est juste et l'opération Liberté pour l'Irak la volonté de Dieu. Pas moins. Tout à sa démonstration, Bush junior fustige les « Etats voyous », stigmatise l'«axe du Mal», évoque Gog et Magog. Gog et Magog? Jacques Chirac en reste coi, sidéré par l'énigmatique référence. Un conseiller de l'Elysée, prié de décrypter la citation en vitesse, finit par trouver la réponse auprès de la Fédération protestante de France. Il s'entend dire qu'à la Fin des Temps, selon le prophète Ezéchiel, Gog et Magog déferleront de Babylone sur Israël. Or Gog et Magog sont l'incarnation des forces du Mal, et Babylone, qui se dresse dans les environs de Bagdad, a été restaurée par... Saddam Hussein! L'homme le plus puissant du monde n'est ni un exégète de haut vol ni un fou. C'est tout simplement un fidèle d'une curieuse Eglise, protestante, expansionniste, millénariste et apocalyptique. George Bush est un Born Again Christian, littéralement un chrétien né une deuxième fois. Les Born Again Christians sont l'un des mouvements qui composent les très dynamiques et très prospères Evangelical Churches of Jesus Christ, dont les adeptes sont appelés «évangéliques» (1). Ces Eglises, qui par de nombreux aspects évoquent une fédération de sectes, entendent convertir l'Amérique avant de conquérir le monde! Ni plus ni moins. Avec un homme comme Bush à la Maison-Blanche, elles tiennent déjà un bon début.

La doctrine évangélique, dont la terre d'élection reste l'Amérique, est aujourd'hui le courant religieux qui progresse le plus dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale. Au détriment de l'Eglise catholique, des Eglises protestantes historiques (baptistes, méthodistes) et même de l'islam. Les chiffres décrivant cet essor colossal donnent le tournis: de 4 millions en 1940 - sur un total de 560millions de chrétiens -, les évangéliques sont aujourd'hui 500millions, néopentecôtistes et charismatiques confondus, sur 2 milliards de chrétiens, soit un sur quatre! On estime que 52000conversions se produisent par jour. Déjà, il existe 14000dénominations évangéliques, comprenant 1million d'églises qu'animent 1million de pasteurs à plein temps. Harvey Cox, professeur de théologie à Harvard et auteur du «Retour de Dieu. Voyage en pays pentecôtiste» (Desclée de Brouwer), prédit que le courant évangélique devrait toucher, à l'horizon 2050, un disciple du Christ sur deux et qu'il deviendra la religion dominante du xxiesiècle. Les Born Again Christians, quant à eux, s'appellent ainsi parce qu'ils doivent leur conversion, leur seconde naissance, non point à un baptême classique mais à un contact direct, à une rencontre «d'homme à homme, d'homme à Dieu» avec Jésus.

Jésus, George W. Bush l'a rencontré à l'âge de 40ans, quand il buvait trop, beaucoup trop même, et que sa vie partait à vau-l'eau. Le révérend Billy Graham, le «pape évangélique», a servi d'ambassadeur au Christ et de traducteur au futur président. Celui-ci a cessé de boire et changé de vie. Renaître en Christ lui a donné des ailes et lui a assuré des alliés qui lui ont permis d'accéder au poste de gouverneur du Texas puis à la Maison-Blanche. De là il peut affirmer qu'il se fixe pour objectif de «promouvoir une vision biblique du monde».

Mal élu par les électeurs, George W. Bush n'en passe pas moins pour l'écu de Dieu aux yeux des évangéliques américains - dont il a réussi à capter les trois quarts des suffrages. Mi-janvier encore, le pasteur Pat Robertson, fondateur de la puissante Christian Coalition et ex-patron de la chaîne évangélique The Family Channel, annonce: «J'entends Dieu me dire que l'élection en 2004 sera une explosion.» Et que «George W. Bush gagnera facilement. Peu importe ce qu'il fait, bien ou mal, Dieu le soutient car c'est un homme pieux et Dieu le bénit». Auteur d'un manifeste au titre éloquent, «The New World Order», le révérend met en exergue la vocation messianique de l'Amérique en estimant qu'«il n'y aura jamais de paix mondiale avant que la maison de Dieu et le peuple de Dieu n'assument leur rôle de leadership à la tête du monde» (voir p. 22). Cette conviction tranquille,

et souvent sincère, d'une «destinée manifeste» de l'Amérique entretient un véritable prurit prosélyte, un désir de convertir autrui. Ainsi le courant évangélique, qui englobe déjà 70 millions d'Américains, soit un citoyen sur quatre, s'exporte aussi facilement que le fast-food, le Coca ou le rap, et s'enracine partout, de l'Amérique latine au Japon en passant par l'Afrique, l'Europe, la Russie, l'Inde, la Chine... Il s'enhardit même à investir avec force l'univers islamique, ultime zone de mission.

L'enjeu saute aux yeux: l'Amérique, berceau et terre d'élection de la doctrine évangélique, en serait donc La Mecque. Washington, à l'origine, n'est-elle pas la «ville illuminée sur la colline», la Nouvelle Jérusalem, la Sion du Nouveau Monde? La Maison-Blanche suit avec un grand intérêt l'expansion des Eglises évangéliques. Un bureau spécial, sorte d'observatoire officiel de la liberté des cultes à travers le monde, édite chaque année un annuaire de la «persécution» des religions, où voisinent parmi les oppresseurs l'Arabie Saoudite, la Russie, la Chine et la France, tous coupables de «sévir» contre des obédiences évangéliques.

Rien de tel en Amérique latine, continent où vit un catholique sur deux et où les Eglises évangéliques prolifèrent sur des terres interdites aux protestants jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le mouvement de néo-évangélisation commence vers 1970. C'est l'âge d'or de la théologie de la libération, ce courant catholique marxisant et opposant résolu, y compris par les armes, aux impérialistes yankees. Et pourtant, l'Amérique centrale se laisse gagner par les partisans de la «libération de la théologie» - c'est ainsi que se présente le courant évangélique. Le Guatemala élit ainsi Rios Montt à la tête de l'Etat. Pasteur de l'Eglise du Verbe de Dieu, ce président très croyant n'hésitera pourtant pas à décimer des milliers de paysans indiens.

Le pape Jean-Paul II, à peine élu, met à l'index la théologie de la libération et écarte peu à peu les évêques «rouges» au profit de prélats conservateurs. Mû par la volonté d'abattre le rideau de fer, le souverain pontife conclut un pacte avec le président - évangélique - Ronald Reagan, qui accepte en retour, courant 1984, d'établir enfin des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. Les courants évangéliques en profitent pour essaimer d'un bout à l'autre du continent américain grâce au zèle missionnaire de milliers d'étudiants américains. Born Again parlant, outre l'espagnol ou le portugais, le guarani, l'aymara, le tupi. «Il s'agit, annonce alors Ben Armstrong, le directeur exécutif des Télévisions religieuses nationales américaines, de conquérir un territoire bien défini pour le Christ: l'Amérique latine. La télévision est notre force aérienne, tous les convertis qui vont de maison en maison forment notre infanterie.» Et il émet le vœu de «voir tout le monde uni par le satellite, comme l'annonce l'Apocalypse XIV, 6». Plus d'un prélat latino croit y déceler l'oeuvre de la CIA.

Ainsi aura-t-il suffi d'un quart de siècle de mission évangélique pour que l'Amérique latine, pourtant colonisée au nom de la Contre-Réforme, se laisse détourner de l'Eglise catholique. Déjà un Chilien sur quatre est un Born Again. Quant au Brésil, il n'est plus seulement la plus grande nation catholique, il est devenu également le deuxième pays évangélique, juste après les Etats-Unis (voir p. 26). A tel point que, lors du dernier scrutin électoral, même le très papiste Lula da Silva a dû solliciter les suffrages des groupes néopentecôtistes. Y compris ceux de l'Eglise universelle du Règne de Dieu ou l'Universal, dont le fondateur, Edir Macedo, un ancien employé de la Loterie nationale, fait l'objet de procès pour corruption et fraude fiscale. Le Sénat brésilien compte aujourd'hui 60 députés - sur 512 - issus d'Eglises évangéliques!

Et désormais le Brésil, avec 30 millions de convertis, «rivalise» avec les Etats-Unis pour diffuser la «bonne nouvelle» évangélique. Surtout en Afrique ex-portugaise - Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique -, où l'Universal recrute à tour de bras. Au Congo, en Afrique du Sud, au Bénin, au Burkina, les sectes néopentecôtistes dament le pion à leurs homologues islamistes. Elles en viennent de plus en plus aux mains (armées, le plus souvent!), causant des centaines de morts, comme au nord du Nigeria. En Côte d'Ivoire, une garde rapprochée d'évangéliques conseille et soutient le chef de l'Etat, Laurent Gbagbo.

Le Maghreb n'échappe pas non plus au zèle évangélique. Environ 150 missionnaires «travaillent» au Maroc, selon un responsable de l'archevêché catholique de Rabat. En Algérie, le mouvement est encore plus visible: des Eglises néoprotestantes ont déjà pignon sur rue. Des pasteurs étrangers, français, égyptiens ou jordaniens se rendent souvent en visite pastorale, surtout en Grande Kabylie. Au grand dam de la presse locale, qui s'étonne non seulement d'une telle liberté de mouvement mais aussi de l'impunité dont jouissent les convertis auprès des islamistes, aux yeux de qui ils sont pourtant des apostats passibles, selon la charia, de la peine de mort.

Faut-il expliquer cette étonnante indulgence de la part de l'Etat et des barbus par la protection qu'apporte Washington aux Eglises évangéliques? Quoi qu'il en soit, la Maison de l'Islam - désignation classique du monde islamique - fait l'objet d'une véritable stratégie de conquête des âmes. Ainsi l'Université internationale Columbia, en Caroline du Sud, forme-t-elle des missionnaires de choc. Leur objectif? «Liquider l'Islam», si l'on en croit

l'imposant dossier que leur consacre, mi-2002, le mensuel américain «Mother Jones». 3000 Born Again relevant de la Convention des Baptistes du Sud - l'unique Eglise à avoir béni l'invasion de l'Irak, contraignant l'ex-président Jimmy Carter à la quitter - s'appêtent à partir évangéliser des musulmans chez eux, et assument de bonne grâce le risque d'y mourir en martyrs. En Irak, la Convention entretient une ONG évangélique, la Samaritan's Purse, que parraine le pasteur Franklin Graham, fils du célèbre Billy Graham. Elle y diffuse, entre autres, une Bible dont la couverture imite l'uniforme des GI : un lot de 50000 exemplaires aurait déjà trouvé preneur.

De quoi conforter la croyance de George W. Bush en la vocation messianique de l'Amérique. Lorsqu'il clame, au lendemain du 11septembre, que «l'Amérique doit diriger le monde» , il ne réagit pas par orgueil écorné, il réaffirme le credo essentiel du catéchisme national américain: celui de la «destinée manifeste». Un concept dont un sénateur de l'Indiana, Albert Beveridge, résumait déjà l'esprit conquérant lorsqu'il déclarait fin 1898 - l'année où Washington boute manu militari la très catholique Espagne hors de Cuba et des Philippines: «Dieu a fait des Américains les maîtres organisateurs du monde afin d'instituer l'ordre là où règne le chaos.»

Le chaos. C'est ce que prévoit Philip Jenkins, auteur d'un ouvrage impertinent sur le phénomène évangélique, «la Prochaine Chrétienté» («The Next Christendom»). Prenant acte du basculement du centre de gravité de la chrétienté de l'Occident au tiers-monde, du Nord développé et libéral vers le Sud pauvre et conservateur, il craint une cassure radicale entre chrétiens postmodernes et néochrétiens ayant renoué, croyances folkloriques aidant, avec l'Eglise du Moyen Age. Pis encore, ces néochrétiens, en proie à la misère, aux passions nationalistes, tribales et messianiques, et qui vivent au milieu de catholiques, d'hindouistes ou de musulmans - au Pérou, au Mexique, en Inde, en Indonésie, au Nigeria, au Soudan, aux Philippines -, ne manqueront pas d'entrer tôt ou tard en guerre totale contre leurs voisins. L'Occident n'y échappera pas non plus, conclut le chercheur, car il incarnera la nouvelle Babylone, la «prostituée» dont l'Apocalypse de saint Jean considère la destruction comme la condition sine qua non du retour de Jésus-Christ, le Messie attendu.

(1) «Évangéliques» et non évangélistes, comme Matthieu, Marc, Luc et Jean, les quatre disciples du Christ qui ont écrit les Evangiles.

**ARTICLE : L'essor de la "nébuleuse évangélique" - la-croix.com - Elodie MAUROT**

05/03/2006 19:43

L'essor de la «nébuleuse évangélique»

Invité par l'association des journalistes de l'information religieuse (AJIR), le sociologue Sébastien Fath a analysé, jeudi 2 mars, la « relative prospérité » des protestants évangéliques français

Longtemps peu étudié, le protestantisme évangélique français est, depuis quelques années, l'objet de toutes les attentions, médiatiques et universitaires. Dernier signe de cette concordance d'intérêt, la rencontre organisée jeudi 2 mars à la Maison du protestantisme par l'Association des journalistes de l'information religieuse (AJIR) autour du sociologue Sébastien Fath, chercheur du Groupe de sociologie des religions et de la laïcité (CNRS) et spécialiste du protestantisme évangélique.

D'où vient ce regain d'intérêt pour les évangéliques français ? Pour Sébastien Fath, il s'explique par « la relative prospérité des Églises évangéliques qui surprend, étonne et attire les observateurs ». Alors que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les effectifs des autres Églises n'ont cessé de chuter, les Églises évangéliques, elles, sont passées de 50 000 membres à la fin des années 1940, à 350 000 membres aujourd'hui (400 000 si l'on inclut les Églises dites « ethniques » issues de l'immigration).

Mais encore faut-il savoir de quoi l'on parle quand on utilise le terme «évangélique». « Il ne s'agit pas d'une Église, mais d'une multiplicité d'Églises, de courants, de dénominations, voire de sectes », prévient Sébastien Fath, qui n'hésite pas à parler de « nébuleuse évangélique ». Le sociologue propose quatre critères pour définir ce courant : le biblicisme, le crucicisme, la conversion et l'engagement.

Le biblicisme rattache le courant évangélique à la grande famille du protestantisme, mais, spécificité évangélique, la centralité de la Bible s'accompagne d'une lecture normative du texte biblique. « La Bible est lue comme un "code de la route" qui dit comment croire et agir dans tous les domaines de la vie », souligne Sébastien Fath. Ce biblicisme s'accompagne d'une grande méfiance, voire d'un refus, des médiations critiques des sciences humaines.

Comment expliquer l'essor de ces Églises évangéliques en France ?

Autre caractéristique : le crucicisme. Dans les milieux évangéliques, la centralité de la croix s'accompagne d'une lecture sacrificielle de la mort de Jésus-Christ. Elle distingue nettement un « avant », marqué par le péché des hommes, d'un « après », marqué par la grâce. On retrouve cette césure temporelle dans les récits de conversion individuelle. L'« après-conversion » est marquée par un fort engagement personnel dans des Églises dites « de professants ».

Bien que partageant ces grands traits, le courant évangélique français, né au début du XIXe siècle, reste marqué par la diversité et l'éclatement. Deux grandes familles se distinguent et rivalisent d'influence : la famille piétiste orthodoxe (150 000 membres) et la famille pentecôtiste charismatique (200 000 membres).

Les piétistes orthodoxes mettent l'accent sur la piété personnelle, la lecture de la Bible et la recherche de la perfection chrétienne. Ils se méfient du spectaculaire et du merveilleux, à la différence des pentecôtistes charismatiques qui insistent, eux, sur l'efficacité de l'agir divin et du Saint-Esprit, les miracles, le parler en langues et la prophétisation.

Une question reste posée : comment expliquer l'essor de ces Églises évangéliques en France, au pays de Descartes et de la sécularisation ?

Pour Sébastien Fath, plusieurs facteurs concourent à la relative prospérité des groupes évangéliques : l'accent mis sur l'efficacité de la foi dans le quotidien, le caractère festif de leurs cultes, l'importance et le soutien de la communauté, qui conduit certains observateurs à parler d'« Églises providence ». S'y ajoute le cadre structurant et rassurant des normes prescrites et l'univers de certitudes créé par l'appartenance au groupe, qui attirent « pour le meilleur ou pour le pire », précise le chercheur.

Entre suradaptation à la modernité et rejet des valeurs modernes

Pourtant ce succès n'est pas sans cacher certaines fragilités, dont la vulnérabilité aux dérives sectaires. Celles-ci peuvent être de deux types : « la dérive de la communauté insulaire » où, dans la surenchère à la pureté et à la sainteté, la communauté se coupe du reste de la société, et « la dérive du leader charismatique autoritaire » qui finit par substituer sa parole à l'autorité de la Bible.

Ce vaste panorama laisse toutefois de nombreuses questions ouvertes, qui ont nourri le débat, jeudi dernier. Ainsi, que peut-on dire de l'origine et de la trajectoire des chrétiens évangéliques ? Si la géographie de l'évangélisme français montre qu'il s'est surtout implanté dans les régions du protestantisme historique (Gard, Ardèche, nord-est de la France), une étude plus fine permettrait de savoir si l'essor évangélique est une « histoire protestante » ou une forme de remise en cause de la sécularisation.

Les relations paradoxales des évangéliques avec la modernité mériteraient également une étude qualitative approfondie. Les Églises évangéliques oscillent en effet entre suradaptation à l'hypermodernité (utilisation des méthodes du marketing pour l'évangélisation, gestion démocratique des communautés, conception des cultes comme des shows musicaux) et rejet des valeurs modernes (refus de la libéralisation des mœurs, formes d'anti-intellectualisme et d'anti-rationalisme).

Finalement ce petit groupe, très minoritaire (0,5 % de la population française), a encore bien des secrets à livrer et son étude peut en dire beaucoup sur les recompositions contemporaines du religieux.

Elodie MAUROT

\*\*\*

La Fédération protestante de France s'apprête à accueillir de nouvelles Églises évangéliques

Lors de son assemblée générale qui aura lieu le week-end prochain, la Fédération protestante de France (FPF) devrait admettre en son sein cinq nouvelles Églises évangéliques, pentecôtistes et charismatiques : la Communion des Églises de l'espace francophone (CEEF), la Communion d'Églises protestantes évangéliques (Cépée), l'Union des assemblées protestantes en mission (UAPM), l'Union des Églises protestantes Foursquare-France (JEPFF) et l'Union des fédérations adventistes de France (UFA). Après une période de dialogue à la base commencée en 2000, la FPF avait accueilli en 2003 ces Églises pour deux années probatoires.

## **DOSSIER : L'évolution de la liberté de religion en tant que droit universel de l'homme - USINFO.STATE.GOV**

L'évolution de la liberté de religion en tant que droit universel de l'homme  
Derek Davis, université Mary Hardin-Baylor

Au XXe siècle, le nombre des démocraties dans le monde a enregistré une croissance phénoménale. Selon Freedom House, une organisation non gouvernementale qui analyse et encourage la propagation de la démocratie, le nombre des démocraties a plus que triplé de par le monde au cours des trente dernières années, pour se chiffrer aujourd'hui à 120. Si le gouvernement par le peuple constitue l'essence même d'une démocratie, la plupart des démocraties modernes sont des démocraties « libérales », ce qui veut dire que les droits fondamentaux et les libertés publiques font partie intégrante de la structure juridique du régime. Ces droits comprennent en principe la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté d'association et la liberté de religion.

L'évolution de la liberté de religion en tant que droit de l'homme fondamental a suivi la tendance vers la démocratisation constatée au XXe siècle. Les démocraties se sont structurées de manière à assimiler les différences, et la plupart des pays sont aujourd'hui constitués de populations de confessions diverses. Il s'ensuit que la liberté de religion est maintenant considérée comme un droit de l'homme fondamental et, en fait, nous pouvons dire qu'au cours du siècle passé, la démocratie a contribué à ce que l'on pourrait qualifier d'internationalisation de la liberté de religion en tant que droit de l'homme.

Les quatre piliers de la liberté de religion au plan international

Des quatre principaux documents internationaux ayant donné un caractère universel à la liberté de religion au cours des dernières décennies, le plus fondamental est, de loin, la Déclaration universelle des droits de l'homme que les Nations unies ont adoptée en 1948. Ce document qui a fait date reconnaît plusieurs droits importants liés à la religion. L'Article 18 les explique ainsi :

« Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites. »

La Déclaration affirme vigoureusement que les différences individuelles en matière de religion doivent être respectées. Elle s'appuie sur le principe politique que le rôle-clé d'un gouvernement, c'est de protéger le choix en matière de religion et non pas d'ordonner une conformité religieuse. Il a fallu des siècles, voire des millénaires, de guerres de religion et de persécution religieuse pour que la majorité des États-nations modernes arrivent à cette position, mais le principe est désormais largement accepté, notamment en Occident. Le principe moderne de la liberté de religion, en vertu duquel les gouvernements affirment leur neutralité pour ce qui est des questions religieuses, laissant à chaque citoyen la liberté d'adopter les croyances religieuses de son choix, en fonction de sa propre dignité humaine, sans crainte de représailles, découle de l'importance donnée à la liberté de l'homme durant le Siècle des Lumières, qui à son tour a donné naissance à la montée de la démocratie. Il reçoit une reconnaissance universelle dans la Déclaration de 1948, sans aucun doute l'événement le plus marquant dans l'évolution de la liberté religieuse internationale.

La Déclaration universelle des droits de l'homme se proclame comme « l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations ». Rédigée dans le sillage des horreurs indescriptibles commises durant la Deuxième Guerre mondiale, elle fournit une norme qui donne la possibilité aux peuples de la planète d'apprendre à vivre en paix et à coopérer. Si le monde jouit d'une plus grande mesure de paix durant le millénaire actuel que durant les précédents, les futurs historiens regarderont peut-être 1948 comme étant le début d'une nouvelle ère de paix tout comme nous considérons l'année 313 (Édit de Milan), par exemple, comme étant le début de l'union de l'Église et de l'État sous Constantin, ou 1517 (publication par Martin Luther des 95 Thèses) comme étant le début de la Réforme protestante. Il est vraiment impossible d'exagérer l'importance de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Alors que la Déclaration impose une obligation morale à tous les pays signataires, les documents adoptés par la suite sont allés plus loin pour créer une obligation légale lorsqu'il s'agit de respecter ses grands principes. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié à ce jour par 144 pays, interdit la discrimination fondée sur la religion, ainsi que le précise son Article 2 : « Les États parties au présent Pacte s'engagent à respecter et à garantir à tous les individus se trouvant sur leur territoire et relevant de leur compétence les droits reconnus dans le présent Pacte, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. » L'Article 18 garantit les mêmes droits qui sont énoncés dans l'Article 18 de la Déclaration universelle et en ajoute d'autres, notamment, pour les parents, le droit de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions. L'Article 20 interdit l'incitation à la haine contre d'autres personnes en raison de leur religion, et l'Article 27 protège les membres des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques et affirme que « les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent

être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue ». En outre, le Pacte de 1966 donne une définition complète de la religion qui couvre à la fois les religions théistes et les religions non théistes ainsi que les religions « rares ou virtuellement inconnues ».

La Déclaration des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, adoptée en 1981, est un autre document-clé qui protège la liberté de religion. Les Articles 1 et 6 donnent une liste exhaustive des droits liés à la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction, précisant qu'ils impliquent, entre autres, les libertés suivantes :

- la liberté de pratiquer un culte et de tenir des réunions se rapportant à une religion ou à une conviction et d'établir et d'entretenir des lieux à ces fins ;
- la liberté de fonder et d'entretenir des institutions charitables ou humanitaires appropriées ;
- la liberté de confectionner, d'acquérir et d'utiliser, en quantité adéquate, les objets et le matériel requis par les rites ou les usages d'une religion ou d'une conviction ;
- la liberté d'écrire, d'imprimer et de diffuser des publications sur ces sujets ;
- la liberté d'enseigner une religion ou une conviction dans les lieux convenant à cette fin ;
- la liberté de solliciter et de recevoir des contributions volontaires, financières et autres, de particuliers et d'institutions ;
- la liberté de former, de nommer, d'élire ou de désigner par succession les dirigeants appropriés, conformément aux besoins et aux normes de toute religion ou conviction ;
- la liberté d'observer les jours de repos et de célébrer les fêtes et cérémonies conformément aux préceptes de sa religion ou de sa conviction ;
- la liberté d'établir et de maintenir des communications avec des individus et des communautés en matière de religion ou de conviction aux niveaux national et international.

Enfin, le Document de conclusion de Vienne de 1989 contient des dispositions semblables aux documents de 1948, 1966 et 1981 et exhorte au respect des différences religieuses, notamment entre les communautés de fois différentes. Les nations qui en sont parties consentent en particulier à garantir « le plein respect des libertés de pensée, de conscience, de religion et de croyance ».

Ces documents internationaux sont juridiquement contraignants uniquement pour les pays qui ont pris des mesures pour leur donner un statut légal. Autrement dit, ils ne sont pas automatiquement appliqués. Mais, si les protections relatives à la liberté de religion incluses dans ces documents internationaux n'ont pas force de loi, ils influencent déjà les lois en matière de droits de l'homme dans les pays qui en sont parties et ils sont un élément-clé d'un ordre mondial naissant qui, peut-on espérer, sera plus pacifique. Il n'en demeure pas moins que le monde actuel est un monde où la religion suscite toujours de grands conflits et que les principes fondamentaux de la liberté de religion sont plus souvent enfreints que respectés.

Deux questions se posent : Peut-on faire davantage pour renforcer encore la liberté de religion, et la généralisation de la démocratie contribue-t-elle à faire avancer la liberté de religion ?

### **De l'obligation morale à la réalité**

La persécution religieuse demeure un sérieux problème dans le monde, malgré les importantes mesures mises en place par la communauté internationale pour y mettre fin, notamment depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ce triste fait nous rappelle une dure vérité, à savoir que les déclarations, conventions et autres documents ne se traduisent pas aisément dans la réalité. Les érudits ont mis à jour au moins cinq domaines où une approche institutionnelle générale pourrait être efficace lorsqu'il s'agit de faire de la liberté de religion non seulement un idéal mondial, mais aussi une réalité mondiale.

### **L'application des traités**

Les nations doivent prendre au sérieux les dispositions des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme en les intégrant à leurs propre système juridique. Semblablement, on pourrait dire que la liberté de religion dans le monde serait un fait si tous les pays respectaient les diverses conventions et autres documents qui ont été adoptés depuis la Deuxième Guerre mondiale. Qu'il n'en soit rien reflète le fait que trop de gouvernements s'accordent le luxe de glorifier des idéaux qu'ils se sont engagés à respecter sans pour autant prendre les mesures juridiques ou autres qui sont nécessaires à l'application de ces idéaux.

### **Les lois**

Dans le monde entier, les gouvernements devraient promulguer des lois incontournables visant à réprimer la persécution religieuse. En 1988, le Congrès des États-Unis a adopté la Loi sur la liberté de religion dans le monde. En vertu de cette loi, le Bureau de la liberté religieuse au sein du département d'État doit préparer un rapport annuel qui évalue et décrit les atteintes à la liberté de religion relevées dans chaque pays. Le département d'État considère également les recommandations de la Commission des États-Unis sur la liberté de religion dans le monde (U.S. Commission on International Religious Freedom, USCIRF). En s'appuyant sur ce

rapport annuel, le président des États-Unis peut prendre des mesures ou des sanctions à l'encontre des pays contrevenants. La Loi sur la liberté de religion dans le monde fait l'objet de vives controverses à l'étranger, mais elle a eu pour effet d'étayer la cause de la liberté de religion dans le monde. Cette loi n'essaie pas d'imposer « la façon de faire américaine » à d'autres pays. Elle s'inspire plutôt de la croyance, universellement acceptée, en la dignité inviolable de tous les êtres humains et dans les droits universels qui en découlent ; les États-Unis encouragent donc les autres nations à adopter des mécanismes de protection semblables.

Depuis l'entrée en vigueur de cette loi, plusieurs pays ont été mentionnés à plusieurs reprises pour avoir gravement porté atteinte à la liberté de religion. Parmi ces pays figurent la Chine, Cuba, la Corée du Nord, l'Iran, l'Arabie saoudite et l'Ouzbékistan. Selon le département d'État, dans la plupart des cas, la pratique de la religion dans ces pays « est souvent considérée comme une menace à l'idéologie ou au pouvoir de l'État ». Plusieurs pays ont cependant amélioré leur dossier en matière de liberté de religion au cours des dernières années, notamment l'Inde, la Géorgie, le Turkménistan, les Émirats arabes unis et le Vietnam. Le fait qu'en octobre 2004, le ministère de la justice, des affaires islamiques et Awqaf des Émirats arabes unis ait accueilli une conférence internationale sur la religion et le terrorisme ayant pour objectif « d'encourager la modération dans les prêches et de condamner l'extrémisme et le terrorisme », en est la preuve. En outre, en juin 2005, les Émirats arabes unis ont adopté une loi portant création du Centre Zayed de la culture islamique afin de promouvoir la tolérance et la coexistence entre les religions et d'éduquer les gens, en Occident, sur la signification et la pratique de l'islam. Il est difficile de prouver dans quelle mesure ces améliorations sont le résultat des critiques figurant dans des rapports du département d'État rédigés antérieurement, mais l'argument peut être avancé selon lequel ces rapports ont été de puissants facteurs qui ont motivé l'amélioration du dossier de certains pays dans le domaine de la liberté de religion.

### **L'éducation**

Il faut faire plus pour que les peuples du monde prennent conscience du degré atterrant de persécution religieuse qui existe encore dans de nombreuses régions du monde. Organiser un plus grand nombre de conférences et de colloques pourrait permettre de répandre cette idée, et davantage d'aide (conseils et fonds) pourrait être offerte aux organisations non gouvernementales, telles que Human Rights Watch et International Religious Liberty Association (Association en faveur de la liberté de religion dans le monde), qui se vouent à la protection des droits de l'homme et avertissent les gouvernements et les groupes concernés des violations constatées.

### **La séparation de l'Église et de l'État**

Il faut relancer les efforts visant à ce que toutes les institutions politiques, religieuses et sociales respectent la notion moderne selon laquelle le premier intérêt de la société politique est d'encourager la paix, la justice, la liberté et de l'égalité, et non pas de promouvoir la religion. Telle est la signification fondamentale du principe de la séparation de l'Église et de l'État. Manifestement, la difficulté est que, historiquement, c'est sur la religion que se fondent tous les éléments de la vie, y compris la vie politique. Ainsi que l'avait souligné l'éminent quaker William Penn en 1692, « le gouvernement semble lui-même être en partie une religion, une chose sacrée dans son institution et dans ses desseins ». Bien sûr, William Penn était un militant en herbe de la séparation de l'Église et de l'État, et peu à peu il s'est rapproché de l'opinion selon laquelle la religion était fondamentalement une préoccupation personnelle, individuelle, et que le rôle du gouvernement devait être de protéger toutes les tendances religieuses plutôt que de prendre la défense d'une seule. Dès lors, les Nations-États ont été de plus en plus nombreuses à se rallier à cette notion et les documents du XXe siècle traitant des droits de l'homme ont fait de même. Ainsi qu'il a déjà été suggéré, ce principe doit être enseigné dans les établissements scolaires, dans le cadre de cours qui se penchent sur les rapports entre la religion et l'État dans le monde moderne.

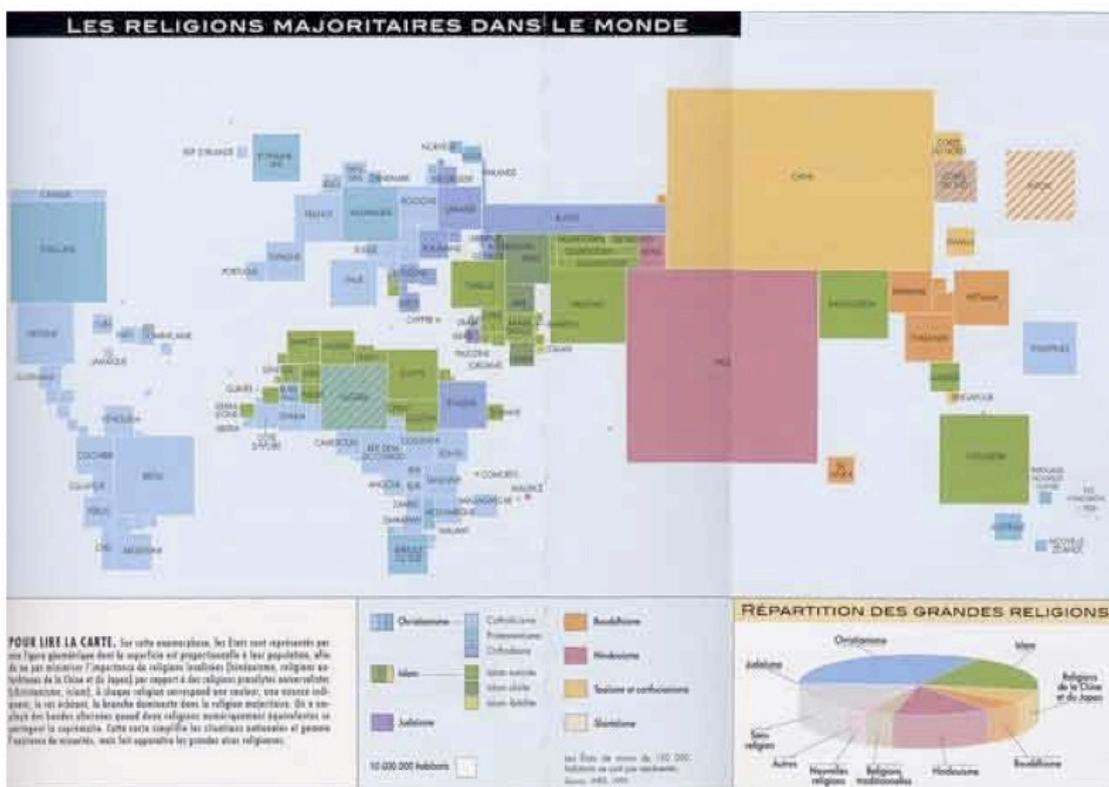
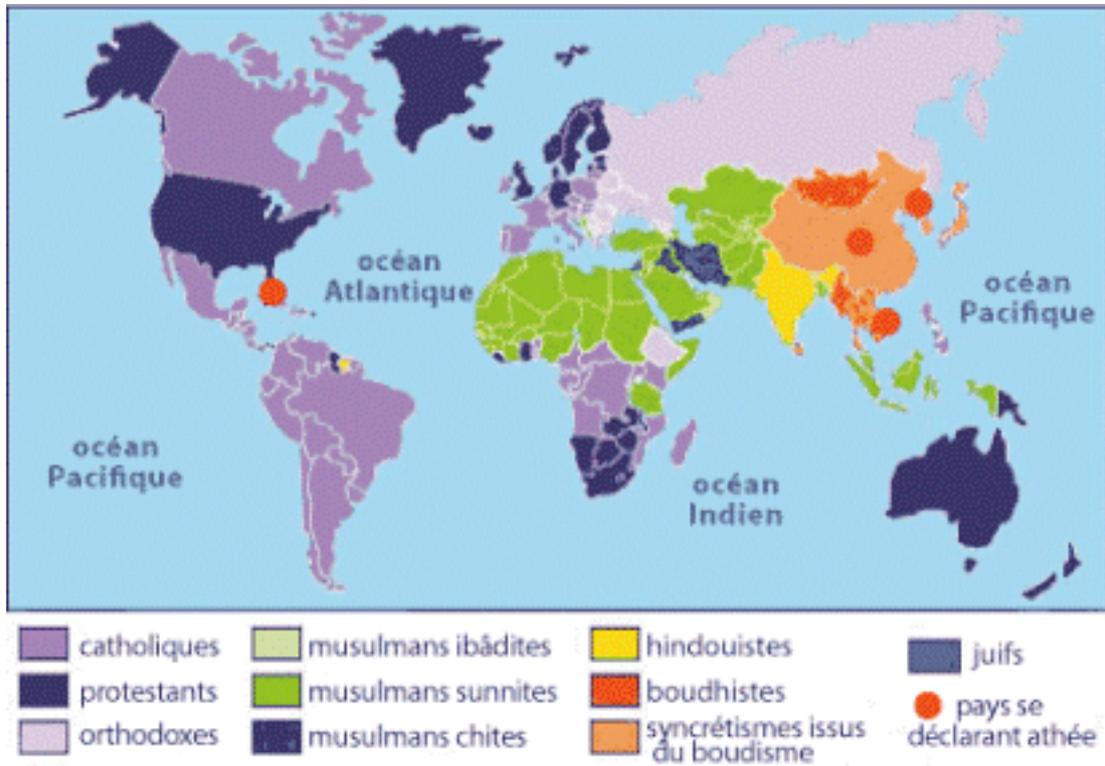
La propagation de la démocratie

La démocratie est structurée de façon à admettre les différences, le pluralisme et la diversité, favorisant ainsi la liberté de religion. Les régimes totalitaires s'efforcent souvent d'unifier leur nation autour d'une religion commune : les conséquences en sont souvent la répression religieuse et la persécution des religions minoritaires ainsi qu'un déni fondamental du principe de la liberté de pensée et de conscience. Alors que la démocratie se répand, la répression religieuse sera sûrement moins intense et la liberté de religion sera plus souvent respectée dans le monde.

Au bout du compte, en tant que membres de la communauté internationale, il nous incombe, pour notre bien et celui de nos enfants, de travailler à faire de la liberté de religion une réalité pour tous. Il n'y a pas d'autre tâche plus importante au XXIe siècle. Toutes les nations doivent renforcer les engagements qu'elles ont pris de faire de la liberté de religion une réalité. En fait, la liberté de religion peut être encouragée et pratiquée même dans les pays ayant des régimes non démocratiques. Mais si la démocratie est vraiment l'un des outils permettant de répandre la liberté de religion en tant que droit de l'homme universellement reconnu, alors laissons-la rayonner aux quatre coins de la planète

*Date de rédaction: 05/09/2006 Mise à jour: 05/09/2006*

**CARTES : La répartition des religions dans le monde**



## SOURCES DES INFORMATIONS

### 4. Les maîtres des énergies fossiles deviendront-ils les maîtres du monde ?

ARTICLE : Le Monde Diplomatique : Jean-Pierre SERENI - Mars 2007 : *Les Etats s'emparent de l'arme pétrolière*

RAPPORT D'ACTIVITÉ : *Sanford Bernstein Conferences* (May 2007). Schlumberger CEO Andrew Gould

RESUME TV : TV5 – C dans l'Air (P.Calvi – 6 Novembre 2007) : *Pétrole : le 3ème Choc*

RESUME TV : ARTE - Le Forum des Européens (Septembre 2004) : *Vivre sans pétrole : Les Européens se sont-ils préparés pour limiter leur vulnérabilité ? Les réponses de Jacques Attali.*

ARTICLE : Le Monde Diplomatique : Hermann Scheer - Février 2007 : *Plaidoyer pour les Energies renouvelables*

LIVRE : *La Face cachée du Pétrole* – Eric Laurent - Plon 2006